

Chers Camarades, Chers Amis

1

Le 1er mai dans le monde est la journée internationale des travailleurs.

A l'origine une grève générale en 1886 des travailleurs américains revendiquant la journée de 8h. « 8h de travail, 8 heures de loisirs, 8h de repos ». A Chicago la manifestation fait 3 morts, des blessés et des syndicalistes condamnés à mort. La journée du 1^{er} mai est ensuite devenue une journée internationale de grève et de revendication.

Le 1er Mai 2015, journée internationale pour la paix, la démocratie, la solidarité, est un nouveau temps fort de mobilisation et de manifestation dans tous les pays. A travers le monde, les salariés exprimeront leur volonté de voir apporter d'autres réponses face à l'austérité instaurée comme règle avec les dégâts sociaux et économiques que cela génère.

Le 1er mai 2015 est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre.

De nouveaux drames se sont déroulés au large des côtes européennes Ils auraient été plus de 200 000 migrants en 2014 à mourir en quittant leurs pays, fuyant les zones de conflits, des régions où les droits humains sont bafoués, des pays minés par une pauvreté extrême.

Les chefs d'États de l'Union Européenne ne peuvent continuer de se défaire de leurs responsabilités en axant principalement leur action sur la seule lutte contre les passeurs. Il est urgent que les besoins sociaux de ces populations trouvent des réponses pour leur permettre de vivre en paix et non dans la misère.

Il devient aujourd'hui dramatiquement évident que sans possibilité de voies légales d'accès au territoire européen, l'hécatombe continuera.

Ce 1er mai se situe dans un contexte d'attaques sans précédent de tous les droits sociaux : en France, la loi Macron, la loi de « modernisation du dialogue social », la loi Santé, les attaques contre les retraites complémentaires, les réformes territoriales, le bradage des services publics... la remise en cause des CHSCT, de la Prudhomie, du CDI... Les logiques financières font des dégâts humains et économiques considérables.

On nous matraque de mots vidés de sens : croissance, coût du travail, dette publique, charges sociales, loi du marché, liberté....

Contrairement à ce que le MEDEF et le Gouvernement nous serinent, l'envolée de la dette publique est bien l'une des conséquences de la crise financière du capitalisme et non d'un excès de protection sociale des populations.

En résumé c'est la crise pour tout le monde, sauf pour les actionnaires !

Dans le vocabulaire vidé de sens, MEDEF et Gouvernement nous matraquent avec le fameux « coût du travail » : Il faut vraiment nous prendre pour des imbéciles pour nous dire que l'entreprise, ce ne sont que les patrons et les actionnaires ! Qui produit ? NOUS créons la richesse. L'entreprise, c'est nous ! La valeur ajoutée c'est notre travail ! Je coûte 20 884 €, avec les cotisations pour la protection sociale (la sécu, les allocations familiales, le chômage, la retraite...), un système solidaire et non des charges comme les médias et nos patrons nous le martèlent. Et pourtant je rapporte 88 000 € par mon travail ! En quoi suis-je un coût ?

Comment est-il possible d'en arriver-là ? C'est la question que les salariés sont en droit de se poser ! Pendant combien de temps encore le pouvoir politique va-t-il favoriser le patronat et les actionnaires déjà gavés ?

Pouvons-nous accepter plus longtemps une croissance nulle, le chômage de masse, le recul des droits, le manque d'embauches dans toutes les professions ?

La question de la répartition des richesses dans notre pays et du contrôle des aides publiques par les salariés et leurs représentants est posée avec force. Cet argent, c'est le nôtre !

Débattons entre syndiqués, militants, salariés pour ne pas baisser la tête et refuser l'inacceptable, pour nous opposer résolument à la régression sociale, à ce retour en arrière.

Le « chacun pour soi » n'est pas la solution, c'est l'arme des patrons. La nôtre, c'est notre union, le syndicat pour être plus forts et gagner.

Les entreprises viennent de recevoir le versement du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) payé par nos impôts.

A qui profite cet argent ?

1) Aux actionnaires : Vendanges exceptionnelles pour eux !

2) Au secteur bancaire : il touchera, à terme, en année pleine, près d'1 milliard d'euros de l'enveloppe.

Joli cadeau au patronat ! Pour quel résultat : + 5 % de chômeurs...

Comment est-ce justifiable ?

Aujourd'hui, un salarié donne en moyenne 45 jours de son travail aux actionnaires de son entreprise chaque année, contre 12 jours en 1981. Et, pour ce faire, les entreprises bénéficient d'aides publiques ! Il y a aujourd'hui 4 500 dispositifs d'aide publique aux entreprises sans qu'on ne puisse évaluer l'efficacité de ces aides en termes d'emploi et d'investissement productif.

Contrairement à ce que MEDEF et Gouvernement nous répètent, le problème n'est pas à chercher dans le « coût du travail » ou le manque de compétitivité des salariés, mais bien du côté du « coût du capital » et de cette financiarisation de l'économie nationale et internationale à l'origine de désastres humains.

Aujourd'hui, nos Services Publics sont remis en cause. Les usagers deviennent des « clients » et le personnel des « variables d'ajustement » dans une politique de restriction des dépenses publiques.

Les services publics font la société.

Les services publics sont notre bien à tous.

Sur notre bassin d'emploi, des attaques ont lieu pour détruire les services publics de proximité :

Suppression de bureaux de poste, suppression de centres de Sécurité Sociale, fermeture de perceptions, réorganisation à la baisse des services de l'Etat et des collectivités territoriales, fermeture aux publics de services publics (CAF, pôle emploi...), désorganisation du service ferroviaire et suppression d'arrêts en gare d'Arles, sans parler de ce qui n'est déjà plus totalement public (énergie, téléphone, ...) et des soucis récurrents dans l'Education Nationale.

En matière de santé, doit-on conduire les hôpitaux à se concentrer sur des activités rentables au détriment de la santé des citoyens et des salariés ?

C'est pourtant les objectifs du gouvernement. Sous ses airs de remède contre les inégalités d'accès aux soins, le projet de loi santé et protection sociale fomenté un nouvel épisode de privatisation du système de santé solidaire qu'est notre protection sociale.

Oui la santé a un prix. Inestimable. Celui de la vie !

Pour le gouvernement, il faut "aller plus loin encore" que le pacte de responsabilité et le projet de loi Macron.

Par exemple la loi dite du « dialogue social » :

L'extension de la délégation unique du personnel aux grandes entreprises répond aux exigences du Medef dont l'objectif est de se débarrasser des CE, des délégués du personnel et des CHSCT.

Le projet comporte de nombreuses dispositions qui entraîneront un bouleversement des relations collectives du travail.

Pour continuer, le 5 mai, les députés vont voter le projet de loi renseignement.

Le texte propose un dispositif liberticide, qui expose tous les citoyens à la

surveillance des services de renseignement, quasiment sans contrôle, et met en danger toutes les mobilisations sociales et politiques.

Ce projet qui assoit encore davantage la criminalisation de la vie syndicale est une menace pour les libertés politiques et les mobilisations à venir. La liberté et la sûreté, droits naturels et imprescriptibles reconnus par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sont en péril.

Si le droit de se syndiquer reste constitutionnel, après la loi Macron et la loi du dialogue social qui remet en cause la représentation des salariés, ce texte ouvre la porte à l'interdiction de toute action syndicale visible ou dérangeante.

Dans notre secteur, les attaques contre l'emploi industriel, de services, et de service public se succèdent. Les conditions de vie au travail sont difficiles pour tous les salariés, avec des violences de management qui portent atteintes à la santé des salariés à Transgourmet, à SMDC Logistique, et combien d'autres. La CGT ne laissera pas faire.

Quel chemin difficile par les temps qui courent, que celui de transformer l'indifférence en acte de résistance contre l'austérité. Chemin indispensable pour réapprendre à espérer. Espérer concrètement. Les luttes servent aussi à cela.

Choisissons de ne pas subir et de nous unir. Ne laissons pas le Medef diriger le pays et gagner toujours plus à chaque changement de gouvernement.

Ce 1er mai est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec celles et ceux qui luttent contre le racisme, la xénophobie, pour le respect de toutes les différences. Nous réaffirmons, dans la suite du 11 janvier, que la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs que nous sommes décidés à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

La montée de l'extrême droite ne se nourrit pas seulement de l'inculture, de la haine de l'autre, du goût de l'ordre, de la baisse des valeurs démocratiques, elle

tient essentiellement à l'absence de perspectives et à l'approfondissement de la crise économique et sociale, et la détresse insondable qu'elle produit.

La tentation, la pire des tentations, serait de partir du postulat que le FN pose parfois de bonnes questions. Rien dans ses propositions (laïcité, liberté, égalité, finance globalisée, Etat fort...) ne résiste à l'examen critique. Le combat de déconstruction ne fait que commencer. Il nous faut le mener. La montée du populisme se nourrit aussi de la délinquance de patrons et de responsables politiques qui se placent au-dessus des lois. Dans un contexte où la valeur du travail disparaît derrière la financiarisation de l'économie, c'est de la reconnaissance des qualifications, d'une revalorisation du travail et d'une politique de l'emploi que nous avons besoin.

Nous sommes dans la rue pour réaffirmer haut et fort que nous ne voulons plus de ces politiques de régression sociale, d'austérité qui plombent l'emploi, notre pouvoir d'achat, notre qualité de vie, notre Protection Sociale.

Nous voulons une autre répartition des richesses : l'argent distribué aux entreprises doit être mis au service de l'emploi, du développement de l'industrie, des Services Publics, des salaires.

Mobilisons nous tous ensemble pour le progrès social